

ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE DE SERVICES
MULTI-ATTRIBUTAIRES

Article L.2125-1 du Code de la commande publique

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

MAPA 2026

PRESTATIONS D'HÉBERGEMENT EN PENSION COMPLÈTE ET MISE À DISPOSITION DE LOCAUX PÉDAGOGIQUES

pour les stagiaires et les formateurs de l'ENSA

LOT 1 : CHAMONIX (74)	LOT 2 : TIGNES (73)	LOT 3 : LES DEUX ALPES (38)
-----------------------	---------------------	-----------------------------

Pouvoir adjudicateur	École Nationale de Ski et d'Alpinisme (ENSA) 74400 Chamonix-Mont-Blanc
Procédure	Procédure adaptée Accord-cadre multi-attributaires à bons de commande Marché à procédure adaptée
Référence	Prestations de services hôteliers
Date limite de réception des offres	Le 1er./07/2026 à 12h00
Période d'exécution	Automne 2026 – Hiver 2027 (reconductible 1 fois)
Plateforme de dépôt	7j/7 24h/24 sur le site du profil acheteur : https://www.marches-publics.info

SOMMAIRE

1. Pouvoir adjudicateur	Page 2
2. Objet de l'accord-cadre	Page 3
3. Forme de l'accord-cadre	Page 3
4. Durée de l'accord-cadre	Page 4
5. Organisation de la consultation des entreprises	Page 5
6. Présentation des candidatures et des offres	Page 7
7. Jugement des candidatures, des offres et attribution de l'accord-cadre	Page 11
8. Informations complémentaires	Page 14
9. Tribunal compétent	Page 15

1. Pouvoir adjudicateur

1.1 Nom et adresse de l'acheteur public

Désignation	École Nationale de Ski et d'Alpinisme (ENSA)
Adresse	35, route du Bouchet, 74401 Chamonix Cedex
Téléphone	04 50 55 30 00
Site internet	www.ensm.sports.gouv.fr
Plateforme de dépôt	www.marches-publics.gouv.fr

1.2 Représentant du pouvoir adjudicateur

Le marché est représenté par le Directeur Général de l'ENSA, en qualité de responsable du pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions applicables aux établissements publics de l'État relevant du ministère chargé des Sports.

2. Objet de l'accord cadre

La présente consultation a pour objet la réalisation de prestations **d'hébergement en pension complète** et la **mise à disposition de locaux pédagogiques** au bénéfice des stagiaires et des formateurs de l'École Nationale de Ski et d'Alpinisme (ENSA), dans le cadre des formations professionnelles conduisant au diplôme d'État de moniteur de ski alpin.

Les prestations attendues sont décrites dans le Cahier des Clauses Particulières (CCP) joint au présent dossier de consultation.

3. Forme de l'accord-cadre

3.1 Mode de passation

La consultation est passée selon la **procédure adaptée**, conformément à l'article L.2123-1 2^e et R 2123-1 3^e du Code de la commande publique. Les prestations feront l'objet d'un **accord-cadre multi-attributaires à bons de commande**, en application des articles R.2162-2 alinéa 2, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Les prestations de l'accord-cadre sont exécutées par l'émission de bons de commande successifs selon les besoins. Chaque bon de commande précise celles des prestations décrites dans l'accord-cadre dont l'exécution est demandée. Il en détermine la quantité.

3.2 Allotissement

La consultation fait l'objet d'une décomposition en **trois lots géographiques**, correspondant aux différents sites accueillant les sessions de formations externalisées. Les candidats peuvent soumissionner pour un lot, plusieurs lots ou l'ensemble des lots.

N° lot	Désignation	Département
Lot 1	CHAMONIX	Haute-Savoie (74)
Lot 2	TIGNES	Savoie (73)
Lot 3	LES DEUX ALPES	Isère (38)

Pour chacun des lots, L'accord-cadre sera conclu avec trois (3) opérateurs économiques maximum sous réserve d'un nombre suffisant d'offres. Il sera fait appel aux titulaires en fonction du classement final de leur offre lors de l'attribution de l'accord-cadre.

3.3 Modalités de commande

Les modalités de commandes sont les suivantes : les demandes seront transmises, dans l'ordre de classement des offres entre les titulaires de chaque lot, selon les modalités suivantes :

- Le service demandeur contacte le titulaire de rang 1, dont l'offre a été jugée la mieux disante à l'issue de l'analyse des offres.
- En cas de refus du titulaire de rang 1, due à une incapacité de répondre à la sollicitation du pouvoir adjudicateur, le service demandeur sollicite le titulaire de rang 2.
- En cas de refus du titulaire de rang 2, due à une incapacité de répondre à la sollicitation du pouvoir adjudicateur, le service demandeur sollicite le titulaire de rang 3.

Un refus pourra être caractérisé par un simple mail de rejet de la part du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur ne s'engage pas sur un volume de prestations à effectuer.

- **Délai de notification** : chaque bon de commande sera adressé au prestataire concerné dans un délai minimum de **3 mois** avant le début de la session de formation.
- **Délai de réponse** : le titulaire dispose de **quinze jours calendaires** pour confirmer sa disponibilité. Passé ce délai, l'ENSA peut faire appel au titulaire suivant dans l'ordre de classement, par notification écrite (courriel), sans que le titulaire défaillant puisse s'y opposer.
- **Ajustements d'effectifs** : les effectifs définitifs seront confirmés par l'ENSA dans un délai de 30 jours avant chaque session. Des variations de $\pm 15\%$ ne donnent pas lieu à révision tarifaire.

4. Durée de l'accord-cadre

Date de début	1er octobre 2026
Date de fin	30 septembre 2027
Durée initiale	12 mois
Reconductions	1 reconduction tacite d'un an, soit une durée maximale totale de 24 mois (2 ans) L'accord-cadre ne pourra excéder une durée de 2 ans.

Condition de non-reconduction : En cas de non-reconduction de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur adresse une décision de non-reconduction deux mois (2) avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut s'opposer à cette décision.

Il est possible d'émettre des bons de commande pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre. Les bons de commande notifiés pendant cette période de validité de l'accord-cadre seront exécutés jusqu'à leur terme (dans la limite d'un délai de trois mois).

Clause de reconduction anticipée :

Dans le cas où le seuil maximum de l'accord-cadre est atteint avant la fin de l'année d'exécution, l'accord-cadre peut être reconduit expressément par anticipation.

Par conséquent la nouvelle période contractuelle débute à compter de la date de réception par le titulaire de la lettre de reconduction anticipée (avec AR) ou du bon de commande dépassant les montants, pour une durée d'un (1) an de date à date.

5. Organisation de la consultation

La présente consultation est lancée sous la forme d'une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 2° et R2123-1 3° du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu à prix unitaire. Les prix sont définis en euros.

5.1 Retrait du Dossier de Consultation

Le DCE est téléchargeable librement et gratuitement sur la plateforme des achats de l'État (www.marches-publics.gouv.fr). Aucune demande préalable n'est requise.

5.2 Contenu du dossier de consultation (DCE)

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

Réf.	Désignation du document
RC	Règlement de la consultation (présent document) L'annexe 1 au RC – mémoire technique – cadre de réponse du candidat L'annexe 2 au RC - Documents obligatoires pour la remise des offres
CCP	Cahier des Clauses Particulières L'annexe au CCP – Règlement intérieur de l'ENSA
AE	Acte d'engagement - à compléter et signer
BPU	Bordereau des Prix Unitaires — à compléter et signer
DQE	Détail Quantitatif Estimatif — à compléter et signer
DC1	Lettre de candidature et habilitation du mandataire

5.3 Modifications de détail au dossier de consultation

L'ENSA se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au DCE jusqu'au **dixième jour ouvré** précédant la date limite de réception des offres. Les candidats doivent répondre sur la base du dossier modifié, sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet. Ces modifications sont notifiées via la plateforme.

5.3 Dispositions relatives aux groupements

L'accord-cadre pourra être attribué soit à :

- Un opérateur économique seul (une société)
- Des opérateurs économiques autorisés à se porter candidats sous forme de groupement conjoint ou solidaire, sous respect des règles relatives à la concurrence. En cas de groupement d'opérateurs économiques, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la remise des candidatures et la signature de l'accord-cadre.

Possibilité de présenter pour l'accord-cadre plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements :

- ☐ Oui
☒ Non

Ou en qualité de membres de plusieurs groupements :

☐ Oui

☒ Non

5.4 Variantes et PSE

Il n'est pas prévu de variantes (libre ou imposée).

Il n'est pas prévu de Prestations supplémentaires Eventuelles - PSE (libre ou imposée).

5.5 Négociation

Après analyse des candidatures, le pouvoir adjudicateur procédera à l'analyse des offres des candidats dont la candidature aura été admise.

Le pouvoir adjudicateur procédera à l'analyse des offres des candidats sur la base des critères de sélection des offres, puis sélectionnera 3 candidats maximum avec lesquels il pourra négocier.

Il pourra toutefois négocier avec moins de 3 candidats s'il le souhaite (ou si moins de 3 offres reçues).

Les négociations pourront notamment porter sur le prix et l'offre technique proposé par les candidats.

À l'issue de ces négociations, il retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de choix des offres définis dans le présent règlement de la consultation.

Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois la possibilité de ne pas recourir à cette négociation.

5.6 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 25 jours à compter de la date limite de remise de l'offre finale.

5.7 Retrait du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé.

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) peut être consulté et téléchargé gratuitement à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.info>

En application de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation



marchés publics, les entreprises ont la faculté de télécharger le DCE de façon anonyme. Si tel est le cas, elles ne pourront être informées des éventuelles modifications (documents, report de date de remise des offres, etc.) qui pourraient intervenir en cours de procédure avec pour conséquence une offre ne correspondant pas aux attentes de la collectivité.

En conséquence, il est fortement conseillé aux entreprises de s'identifier à la phase du téléchargement.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

Le candidat est informé que seul l'exemplaire du dossier de consultation détenu par le pouvoir adjudicateur fait foi.

6. Présentation des candidatures et des offres

6.1 Modalités de dépôt

Plateforme	www.marches-publics.gouv.fr (dépôt électronique obligatoire)
Langue	Français exclusivement
Monnaie	Euro (€)
Date limite de réception	Le 1 ^{er} juillet 2026 à 12h00 heure locale (UTC+1)
Validité des offres	25 jours à compter de la date limite de réception des offres

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Les candidats auront à produire un dossier complet déposé uniquement par voie dématérialisée, sur le profil acheteur ci-dessus mentionné.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Les candidats auront à produire les pièces ci-dessous définies au point suivant.



Tout pli déposé hors délai sera déclaré irrecevable et renvoyé sans être ouvert. Les risques liés à la transmission électronique incombent au candidat.

6.2 Contenu du dossier de candidature

Les candidats auront à produire les pièces ci-dessous définies rédigées en langue française.

A — Éléments de candidature

A.1 Éléments souhaités au stade de la candidature

- Déclaration sur l'honneur attestant de l'absence de motifs d'exclusion prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-14 du Code de la commande publique.
- Un certificat social, délivré en ligne sur le site de l'Urssaf ;
- Une attestation fiscale, qui permet de justifier de la régularité de leur situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) peut être obtenue :
 - directement en ligne via le compte fiscal (espace abonné professionnel) pour les entreprises qui sont soumises à l'impôt sur les sociétés et assujetties à la TVA ;
 - auprès du Service des Impôts via le formulaire n°3666 pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu, notamment les entrepreneurs individuels (artisan, auto-entrepreneur, etc.) ;
- Un Relevé d'Identité Bancaire (RIB).
- Attestation d'assurance : déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels.
- Lutte contre l'emploi d'étrangers sans titre de travail : la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et qui sont soumis à autorisation de travail. Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié : 1° Sa date d'embauche ; 2° Sa nationalité ; 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- Délégation de signature – pouvoirs, le cas échéant.

NB : Ces documents seront exigés au candidat qui a été sélectionné à l'issue de la présente consultation et tout au long de l'exécution de l'accord-cadre.

A.2 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures

A.2.1 Situation juridique

- **Formulaire DC1** : Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants (ou équivalent).
- **Formulaire DC2** : Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (ou équivalent).
- **Formulaire DC4** : Déclaration de sous-traitance, le cas échéant

NB : les formulaires DC sont disponibles sur le site :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

- Numéro SIREN – SIRET : Afin de prouver qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2141-3 du code de la commande publique, le candidat produit son numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion (sous la forme d'un formulaire Kbis par exemple).

A.2.2 Capacité

- **Déclaration de chiffre d'affaires** : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique (via le DC2 si le candidat le souhaite).
- **Références de services similaires** : présentation d'une liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années auprès de prestataire (publics notamment).
Références de service ou fournitures similaires : présentation d'une liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années auprès de prestataire (publics notamment), pour répondre aux besoins exprimés par le pouvoir adjudicateur.

Le candidat pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution de l'accord-cadre par un engagement écrit de l'intervenant.

Il est porté à l'attention des candidats que, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, ils ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.
- Sur la plateforme de dématérialisation des marchés publics <https://www.marches-publics.info> un service de dépôt "Attestation" permet au candidat de déposer en ligne son RIB, son KBIS, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations.



De plus, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir au pouvoir adjudicateur les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

B — Éléments nécessaires au choix de l'offre

Pour chacun des lots soumissionnés, le candidat fournit :

- **Acte d'engagement (AE)** — daté, signé et complété, lot par lot.
- **Bordereau des Prix Unitaires (BPU)** — daté, signé et complété, lot par lot.
- **Détail Quantitatif Estimatif (DQE)** — daté, signé et complété, lot par lot.
- **Règlement de la consultation (RC)** — paraphé et signé.
- **Cahier des Clauses Particulières (CCP)** — paraphé et signé.
- **Mémoire technique** (voir détail ci-dessous) — **obligatoire sous peine de nullité de l'offre.**

C — Mémoire technique (obligatoire)

Le mémoire technique est le cadre de réponse propre au candidat dûment complété qui décrit les moyens mis en œuvre pour répondre aux exigences du CCP.

Il doit obligatoirement traiter des points suivants :

1. Présentation et capacités d'hébergement

- Présentation de l'entreprise.
- Liste des hôtels proposés, en indiquant les adresses.
- Nombre total de chambres disponibles et répartition par catégorie (chambre individuelle / chambre partagée).
- Capacité maximale d'accueil simultané.
- Disposition garantissant des chambres par genre, conformément au CCP.
- Niveau des prestations d'hébergement proposées par hôtel (qualité, wifi, ménage...)
- Autres prestations proposées par l'hôtel (TV, Climatisation, Salle de réunion, Salle de fitness, parking, bagagerie, ...)

2. Locaux et équipements pédagogiques

- Nombre, superficie et équipement des salles de cours disponibles (capacité minimale requise : 80 personnes pour la salle principale, 48 personnes pour la salle secondaire, avec vidéoprojecteur et écran rétractable).
- Description de la salle de stockage sécurisée (dimensions, accès, conditions de fermeture).
- Description du local technique dit « salle de fartage » (dimensions, équipements).
- Disponibilité de 5 écrans TV mobiles pour les briefings vidéo par groupe.
- Présence de casiers à ski (un par chambre occupée) et d'un tableau d'affichage mobile ou mural (dimensions minimales 100 x 150 cm).



3. Service de restauration

- Confirmation de la capacité à respecter les créneaux de service imposés par l'organisation logistique des stages, à savoir: petit-déjeuner 6h30-8h30 / déjeuner 13h30-15h00 / dîner 19h00-20h30.
- Organisation du self-service ou service à table pour de larges groupes (jusqu'à 100 personnes).
- Respect des normes HACCP en vigueur.

4. Conditions d'annulation et de réservation

- Modalités de réservation (pré-réservation, confirmation...)
- Délais minimums d'annulation acceptés sans pénalité.
- Moyens de communication utilisés pour les annulations (courriel, courrier, appel téléphonique avec confirmation écrite).
- Barème des pénalités financières éventuellement applicables en cas d'annulation tardive.
- Conditions de modulation des effectifs (fourchette de variation, délais).

5. Contact

- Liste d'au moins deux interlocuteurs dédiés à l'organisation administrative et logistique pour l'accueil des groupes de l'ENSA.

6. Autres

- Politique RSE de l'entreprise candidate.
- Label(s) et procédures d'accueil PSH.

Observation importante : Le mémoire technique est une pièce obligatoire.

Toute offre transmise sans mémoire technique sera déclarée irrégulière et éliminée.

Le CCP et les documents remis par le pouvoir adjudicateur, à l'exception de ceux visés ci-dessus et leurs annexes, ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

Il est rappelé aux candidats que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

7. Jugement des candidatures, des offres et attribution de l'accord-cadre

7.1 Sélection des candidats

Sont écartées sans examen les offres **inappropriées, irrégulières ou inacceptables** au sens des articles L.2152-2 à L.2152-4 du Code de la commande publique. Le pouvoir adjudicateur peut, le cas échéant, demander aux candidats de préciser ou de compléter leur offre, dans le respect du principe d'égalité de traitement.

Les critères relatifs à la candidature et intervenant pour la sélection sont les **capacités techniques et financières et professionnelles**.

7.2 Jugement des offres

L'offre économiquement la plus avantageuse est retenue par application des critères pondérés suivants (article L.2152-7 du Code de la commande publique) :

Rang	Critère d'attribution	Pondération	Note max.
1	Prix des prestations — tarif pension complète par personne et par nuit (stagiaire et formateur)	40 %	40 pts
2	Valeur technique — adéquation des locaux et équipements pédagogiques, qualité de la restauration, organisation de l'accueil	40 %	40 pts
3	Conditions de réservation, de modification et d'annulation des réservations : délais, modalités, barème de pénalités	20 %	20 pts
	TOTAL	100 %	100 pts

7.3 Méthode de notation

Critère Prix (40 points)

La note est calculée par la formule suivante :

$$\text{Note prix} = \left(\frac{\text{Tarif le plus bas toutes offres}}{40} / \text{Tarifs de l'offre examinée} \right) \times 40$$

Le pouvoir adjudicateur peut solliciter le détail de tout tarif qu'il estimera anormalement bas.

* Pour le jugement des offres (prix) :

- en cas prix différents selon la durée d'hébergement, le prix retenu sera celui en court séjour (inférieur à 7 jours).
- en cas d'offre multi établissements, le prix retenu sera la moyenne des tarifs en court séjour en catégorie 2 étoiles.

Rectification des offres :

En cas de prix unitaire, les erreurs de multiplication, d'addition ou de report, qui seraient constatées dans le détail estimatif, seront rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération.

En cas de prix unitaire, les erreurs de multiplication, d'addition ou de report, qui seraient constatée dans le détail estimatif, seront rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le

montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération.

Toutefois, si le prestataire concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier ce sous-détail pour le mettre en harmonie avec le prix unitaire correspondant.

Critère Valeur technique (40 points)

La valeur technique est appréciée au regard du mémoire technique, selon la grille d'analyse suivante

Sous-critère	Points	Évaluation
Qualité et capacité des salles de cours et locaux techniques	15	Insuffisant / Satisfaisant / Très satisfaisant
Qualité du service de restauration et respect des créneaux horaires	15	Insuffisant / Satisfaisant / Très satisfaisant
Organisation de l'accueil des groupes, politique RSE et labels	10	Insuffisant / Satisfaisant / Très satisfaisant

Critère Conditions d'annulation (20 points)

Les conditions d'annulation sont appréciées au regard des délais de prévenance accordés, de la clarté des modalités de communication et du caractère non pénalisant du barème proposé pour l'organisation logistique des stages de l'ENSA.

Offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées :

Conformément à l'article L2152-2 du Code de la Commande publique (CCP), en l'absence de l'un des éléments exigés dans les documents de consultation, l'offre pourra être déclarée incomplète donc irrégulière.

Sera déclarée comme irrégulière, une offre, qui, tout en apportant une réponse au besoin du pouvoir adjudicateur, est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées au sein des documents de la consultation.

Conformément à l'article L2152-3 du CCP, une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché, déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Conformément à l'article L2152-4 du CCP, une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur qui sont formulés dans les documents de la consultation.

Traitement des offres anormalement basses

Conformément aux articles R2152-3 à 5 du Code de la Commande Publique, dans le cas où leur offre paraîtrait anormalement basse, les candidats devront être en mesure de fournir au pouvoir



adjudicateur toutes les justifications sur la composition de l'offre afin de lui permettre d'apprécier si l'offre proposée est susceptible de couvrir les coûts du marché.

Le caractère anormalement bas de l'offre sera apprécié au regard de l'ensemble des éléments fournis par le candidat.

Si le candidat ne répond pas au pouvoir adjudicateur ou si les justifications produites par le candidat ne permettent pas d'écarter le caractère anormalement bas de l'offre, cette dernière est éliminée.

7.4 Procédure d'attribution de l'accord-cadre

- Le pouvoir adjudicateur vérifie que l'attributaire pressenti satisfait aux conditions préalables à la signature du marché (régularité fiscale et sociale, capacité financière, absence de motifs d'exclusion). A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé. Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que l'accord cadre ne lui soit attribué.
- Les candidats seront informés du résultat de la consultation dans les plus brefs délais.
- Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de déclarer la procédure sans suite à tout moment, pour un motif d'intérêt général.

8. Informations complémentaires

8.1 Questions des candidats

Les candidats adressent leurs questions exclusivement via la messagerie de la plateforme, au plus tard **sept jours ouvrés** avant la date limite de réception des offres.

Aucune question transmise par d'autres voies ne sera prise en compte.

Les réponses apportées aux questions ayant un impact sur les offres sont publiées et portées à la connaissance de l'ensemble des candidats dans les mêmes délais.

8.2 Correspondants

Domaine	Correspondant — coordonnées
Renseignements techniques (prestations, planning, stages)	Responsable du service administratif des formations Email : clotilde.hezez@ensm.sports.gouv.fr
Renseignements administratifs (procédure, pièces, facturation)	Responsable administratif et financier – Email : jenny.wong@ensm.sports.gouv.fr



8.3 Visite de site

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'effectuer des visites de site avant l'attribution du marché, afin de vérifier la conformité des équipements et locaux aux exigences du CCP. Les candidats présélectionnés seront informés des modalités de visite par courriel via la plateforme.

8.4 Confidentialité et propriété intellectuelle

L'ensemble des informations contenues dans les offres est traité de manière strictement confidentielle.

Les offres non retenues ne sont pas restituées aux candidats.

Le dossier de consultation, les pièces contractuelles et les documents remis par les candidats demeurent la propriété de l'ENSA.

8.5 Déontologie et lutte contre la corruption

Le candidat atteste, en signant l'acte d'engagement, qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions visées aux articles L.2141-1 et suivants du Code de la commande publique, et qu'il n'est soumis à aucun des motifs d'exclusion de plein droit ou facultatifs prévus par ce code.

9. Tribunal compétent

En cas de différend survenant à l'occasion de l'exécution du présent marché, les parties s'efforcent en priorité de le résoudre à l'amiable dans un délai de **trente jours calendaires** à compter de la notification du différend par l'une des parties.

À défaut de règlement amiable, le litige est porté devant le tribunal administratif compétent :

Juridiction compétente	Tribunal Administratif de Grenoble
Adresse	2, place de Verdun — BP 1135 — 38 022 Grenoble Cedex
Greffe	04 76 42 90 00



Je soussigné(e), candidat au présent marché, certifie avoir pris connaissance du présent règlement de la consultation et m'engage à respecter l'ensemble de ses dispositions.

Pour le candidat

Nom et qualité du signataire :

Cachet et date :

Signature :

Pour l'ENSA

Nom et qualité du signataire :

**MANUEL BRISSAUD
DIRECTEUR GENERAL**

Cachet et date :

Signature :

Annexes : CCP-Mémoire technique-Liste des pièces - BPU - Acte d'engagement - DC1 - DC2 -DQE
